

Le Monde

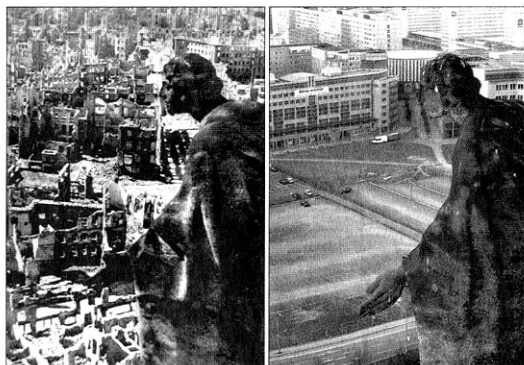
D
MÉTROPOLITAINE — DIMANCHE 13 - LUNDI 14 FÉVRIER 2005 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY —

La renaissance de Dresde réveille la mémoire allemande

LA COMMÉMORATION du bombardement de Dresde par l'aviation britannique, qui a tué 40 000 personnes, les 13 et 14 février 1945, est une nouvelle occasion, pour les Allemands, de s'interroger sur les fautes de la seconde guerre mondiale. Alors que la réouverture de la Frauenkirche - l'église luthérienne Notre-Dame, dont la restauration vient de s'achever - marque la renaissance de Dresde, les néonazis du Parti national-démocrate (NPD) entendaient manifester, dimanche 13 février, pour dénoncer « l'holocauste par les bombes ».

L'extrême droite tente d'exploiter le souvenir des souffrances de la population sous les bombardements pour relativiser la spécificité du génocide des juifs. L'initiative du NPD devait être combattue, à Dresde, par une contre-manifestation. Le gouvernement de Gerhard Schröder et les responsables politiques débattent de l'éventuelle interdiction du NPD. Celle-ci avait échoué, en 2003, devant le Tribunal constitutionnel.

Lire page 2
et notre éditorial page 17



Photos de la ville, prises de la tour de l'Hôtel de Ville, en février 1945 (à gauche) et le 9 février 2005 (à droite).

Dix jours avant que ne paraisse l'article du Monde ci-contre, Raphael Gitton faisait une conférence sur les « enjeux de mémoire » de la guerre 39-45 en France et en Allemagne. A l'origine de sa réflexion, le succès de librairie des ouvrages de Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, et de Friedrich, *l'Incendie* ; des ouvrages qui font brutalement du bombardement des villes allemandes un sujet d'actualité susceptible d'être récupéré par tous ceux qui dans un but politique, contestent la partialité de « l'histoire officielle » sur ce sujet.

L'usage des ruines

L'Allemagne se confronte de façon active à son histoire récente.

L'exposition itinérante « les crimes de la Wehrmacht », qui a déjà 7 ans, continue de susciter débats et réflexion dans chaque nouvelle ville visitée. Le choix des sites et des modalités de la commémoration alimente régulièrement les chroniques de la presse grand public. Le nombre, la diversité et la qualité des lieux de mémoire allemands ont de quoi surprendre le visiteur français.

Où trouver, chez nous, le musée de la collaboration économique, celui de l'épuration, celui consacré aux « événements » d'Algérie, celui de la guerre d'Indochine ? Pourquoi des historiens américains ou israéliens ont-ils eu à ouvrir des chantiers aussi essentiels que celui de la France de Vichy ? Pourquoi le musée de la Shoah a-t-il attendu 60 ans son inauguration ?

Entre l'Allemagne hantée par l'idée de la culpabilité collective du peuple allemand, et une France qui revendique son double statut de victime (Oradour/Glane) et de vainqueur (Mémorial de Caen), deux mémoires très incomplètes se font face, chacune étant *grosso modo* le reflet inversé de l'autre. Le couple franco-allemand a d'ailleurs toujours fonctionné sur ce principe de mémoires, de puissances, de choix politiques différents et complémentaires.

Cependant, en France comme en Allemagne, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération permet l'émergence d'une mémoire plus complexe et plus complète.

La question de la destruction et de la reconstruction des villes en est un très bon exemple.

BOMBARDEMENTS

Jörg Friedrich offre une vue d'ensemble sur les bombardements des villes allemandes, posant la question du développement des armes, interrogeant de façon critique la stratégie alliée, montrant enfin les effets pervers et les conséquences de ces bombardements.

161 villes de plus de 100 000 habitants, 850 villages ont été détruits, parfois jusqu'à 90 % par les bombardiers anglais et américains. L'auteur recense 600 000 victimes, dont 75 000 avaient moins de 14 ans. La stratégie des bombardements aboutit à l'inverse du but recherché : loin de se révolter, la population civile, prise en charge par une multitude d'organismes étatiques, n'a d'autres choix que de se rapprocher des autorités nazies. La description de la mise en place de la défense civile, du transport des œuvres d'art, des archives et de milliers d'enfants loin des villes, comme l'analyse de la société nouvelle qui se crée autour des bunkers, démontrent l'absurdité de la montée en puissance des bombardements.

La destruction des communes françaises est loin de susciter un tel débat actuellement.

Même si 1 800 communes ont été sinistrées, plus de deux millions d'immeubles détruits faisant 5 millions de sans-logis, la situation n'est tout simplement pas comparable. Les villes françaises ont pu être touchées à des dates différentes, par des acteurs différents. L'anti-américanisme contemporain tire ainsi du bombardement du Havre, de Caen, de Royan, des motifs certains, mais qui se fondent dans un rejet plus global et plus ancien de l'allié américain.



L'USAGE DES RUINES

Pour Sebald comme pour Friedrich, la mémoire des destructions est impossible.

L'apathie qu'elles suscitent au sein de la population empêche le souvenir, alors que la destruction totale du paysage urbain prive de repères et d'histoire, un peuple condamné à errer dans un champ de ruines national.

Or, loin d'être taboue, la mémoire des ruines a joué un rôle essentiel dans l'après-guerre. On peut même dire qu'il y a eu de multiples usages symboliques des décombres. Le premier, que l'on retrouve dans les reportages des photographes de guerre alliés, témoigne du châtement subi par l'Allemagne, et prouve que « la vie continue ».

En zone d'occupation occidentale, les affiches nombreuses de la cathédrale de Cologne dévastée sont là pour initier la « dénazification » et renvoyer le peuple allemand à ses responsabilités. En zone d'occupation soviétique, les destructions deviennent un des prétextes des expropriations, préalable à la collectivisation.

Le cliché réalisé par le photographe de l'agence TASS Chaldej, représentant deux soldats de l'armée rouge hissant le drapeau soviétique sur la coupole du Reichstag est célèbre. Parce qu'il symbolise la victoire tant attendue, parce qu'il s'agit également d'une image entièrement mise en scène et retouchée, qui définit donc un code implicite du « bon usage » des ruines allemandes.



RECONSTRUIRE

La reconstruction obéit à des principes similaires : chaque partie de l'Allemagne dans la guerre froide naissante utilise les ruines pour se définir et s'opposer à l'autre.



La réalité peu glorieuse des Trümmerfrauen, ces « femmes des ruines », devient une icône réaliste-socialiste de la jeune DDR déblayant bénévolement les amas de pierres pour obtenir une carte d'approvisionnement plus avantageuse, alors même qu'à l'ouest cette étape est déjà franchie depuis longtemps. La construction de la Stalinallee à Berlin obéit, ensuite, à une logique récurrente des démocraties populaires, la mise en scène du prestige du régime.

Les images du pont aérien sur Berlin lors du blocus de 1948-1949 sont à lire comme un signe de la fierté reconquise de l'Allemagne occidentale : juchés sur un tas de gravats, les Berlinoises saluent les bombardiers américains fraîchement reconvertis en pourvoyeurs de nourriture.



Beaucoup plus récemment, la frénésie de reconstruction qui s'est emparée des grandes villes des nouveaux Länder ne marque-t-elle pas la volonté d'effacer du paysage ces mêmes stigmates d'un après-guerre prolongé quarante années durant ?

La reconstruction française a bien sûr été elle aussi l'enjeu de débats et de luttes politiques ou symboliques.

Elle a été instrumentalisée et contrôlée par le régime de Vichy qui y voyait le moyen d'une reconstruction à la fois moderne dans son principe, et respectueuse d'une identité régionale en partie fantasmée sur le terrain.

Après-guerre, dans un contexte de pénurie chronique où la réflexion à long terme des planificateurs se heurte bien souvent aux revendications concrètes des mal-logés, la reconstruction française revêt un caractère paradoxal. Les débats actifs sur la « reconstruction à l'identique », sur la planification urbaine, la réflexion sur la notion d'îlot, sur l'utilisation de matériaux préfabriqués, montrent bien que l'on passe progressivement à une nouvelle ère, à une nouvelle science, celle de l'urbanisme. Mais cette révolution architecturale s'accomplit dans un cadre stable comme en témoignent les parcours des ingénieurs, urbanistes, architectes qui de 1940 à la fin des années 50 continuent à servir la vision planificatrice de l'Etat.

La reconstruction ouest-allemande a été un des moteurs du « miracle économique », initié en majeure partie par des investisseurs et des maîtres d'œuvres privés. En revanche, dans le difficile contexte de l'Allemagne partagée, elle n'a pas cessé d'être interprétée et récupérée par les acteurs politiques.

En France, à l'inverse, la reconstruction renforce encore la centralisation et les attributions d'un Etat politiquement puissant, mais les controverses qu'elle suscite ne sont pas, à proprement parler, politiques.

L'enjeu du débat est donc ici : combien de temps la mémoire collective française restera-t-elle incomplète, simplifiée, tronquée sur ce thème, au moment où les Allemands envisagent une lecture plus critique et réaliste de ce problème ?

Comment la mémoire collective allemande saura-t-elle surmonter la double difficulté de la récupération des bombardements alliés par les extrémistes de droite, ainsi que la cohabitation, pour plusieurs générations encore, de mémoires nationales opposées issues de 40 années de développement économique et politique séparé ?

Quel avenir pour un couple franco-allemand, dans lequel chacun des acteurs, qui se définit souvent par rapport à l'autre, n'avance pas au même rythme ?

Raphael GITTON